

Aide publique au développement : l'annonce présidentielle doit se traduire dans les faits

Paris, le mardi 25 juillet 2017– Le président de la République s'est engagé à augmenter la part du RNB consacrée à l'aide publique au développement pour atteindre 0,55% d'ici à 2022. Coordination SUD accueille positivement cette annonce mais rappelle que la France s'est engagée à atteindre 0,7%. Par ailleurs, Coordination SUD pose la question de la cohérence entre cette annonce et les annulations de crédits annoncés dans le même temps par le ministre de l'Action et des comptes publics.

Cette annonce, qui confirme les engagements du candidat Macron lors de la campagne présidentielle, est un signal positif. Cependant, cela reste en-deçà de l'attente des ONG françaises d'atteindre 0,7% du RNB à 2022.

Coordination SUD attend la concrétisation de cette volonté dans les meilleurs délais. Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD, « *Nous prenons au mot l'annonce présidentielle mais il faut l'ancrer dans une réalité budgétaire. Or, la séquence actuelle ne prête guère à l'optimisme. En quelques semaines, le gouvernement a décidé pour 2017 de baisser le budget de l'aide publique au développement de 140 millions, de n'augmenter que le budget de la défense pour 2018 et de réduire l'ambition de la taxe sur les transactions financières. C'est pourquoi nous attendons la traduction de cet engagement dans une loi de programmation budgétaire* ».

Contact presse

Tatiana Segla, segla@coordinationsud.org- Tél : 01 44 72 87 15 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.